

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

21 janvier 2009

Les services de garde : essentiels à la stimulation de l'économie

« Une économie saine dépend de l'accès à des services de garde à l'enfance abordables. Il s'agit d'un service essentiel pour les parents, qu'ils travaillent, cherchent un emploi ou suivent une formation », affirme Jody Dallaire, de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance. « Tenter d'élaborer une série de mesures pour stimuler l'économie sans services de garde d'enfants s'apparente à tenter d'ériger un gratte-ciel sans acier. »

Les Canadiens comprennent cette réalité. Selon des sondages récents, plus de trois quarts des Canadiens considèrent l'insuffisance de services de garde abordables un problème sérieux et 83 % sont d'avis que notre gouvernement a un rôle important à jouer pour faciliter l'accès à ces services. Confronté à un choix, un Canadien sur deux préfère des investissements directs dans les services de garde à un chèque mensuel.¹

L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance (ACPSGE) espère voir, dans le budget fédéral à venir, un investissement de 2,2 milliards de dollars pour les services de garde à l'enfance, de même qu'un engagement à collaborer avec les provinces et territoires afin d'offrir des places en services de garde à l'enfance communautaires, de qualité et abordables.

Chaque dollar consacré à l'amélioration de l'accès à des services de garde à l'enfance de qualité produit un rendement important se situant entre 2 \$ et 17 \$. Par contre, la réduction des impôts et les mesures incitatives à l'intention du marché, telle la Prestation universelle pour la garde d'enfants, n'ont pas donné les résultats escomptés. Elles ont plutôt fait en sorte que le Canada – hors Québec – soit classé au dernier rang par l'OCDE et l'UNICEF en matière de correspondance aux normes de base pour les services de garde d'enfants. Aussi, les transferts directs aux familles ne garantissent en rien le niveau de qualité et l'abordabilité des services de garde auxquels ils ont recours.

« Les réductions des impôts et les paiements remis aux parents ne construisent aucunement des services de garde d'enfants », soutient Susan Harney, de l'ACPSGE. « Il est primordial pour les familles canadiennes que le gouvernement fédéral investisse dans des solutions qui amélioreront réellement l'accès à des services de garde abordables et de qualité, à même leurs communautés. »

- 30 -

Pour plus de renseignements, veuillez contacter :

Jody Dallaire - Présidente, ACPSGE
506-855-8977 ou 506-961-1131 (c)

¹ Voir les résultats du sondage Environics au www.ccaac.ca/pdf/resources/polls/2008EnvironicsReport_Atitudes_toward_child_care.pdf
Et les résultats du sondage Nanos au <http://www.newswire.ca/en/releases/archive/October2008/09/c4801.html>